

Surveillance « Made in NSA » : Google monte au créneau

Dévoilé la semaine dernière par le *Guardian* et le *Washington Post*, le [programme PRISM](#) de surveillance et collecte de données personnelles par la NSA (National Security Agency), au titre de la lutte antiterroriste, fait réagir les entreprises high-tech.

« Le gouvernement n'a pas accès à nos serveurs »

David Drummond, directeur juridique de Google, a déclaré samedi 8 juin dans [un billet](#) : « *Nous ne pouvons pas le dire plus clairement : le gouvernement [des États-Unis] n'a pas accès aux serveurs de Google, ni directement, ni via une porte dérobée ou une 'drop box'. Nous n'avons pas non plus reçu d'ordres de ce genre [...] Il est totalement faux d'insinuer le contraire. Nous fournissons des données utilisateur aux gouvernements uniquement dans le cadre de la loi. Notre équipe juridique examine chaque demande, et rejette souvent celles qui sont trop étendues.* »

Chez Facebook, le discours est similaire. « *Facebook n'est pas et n'a jamais fait partie de tout programme visant à donner aux États-Unis ou tout autre gouvernement un accès direct à nos serveurs. Nous n'avons jamais reçu une demande générale, ou un ordre judiciaire, d'une agence gouvernementale pour obtenir des informations ou des métadonnées en masse, comme celle que Verizon aurait reçue. Et si c'était le cas, nous nous battons avec détermination* », [a souligné](#) son PDG **Mark Zuckerberg**.

« *Nous n'avons même pas entendu parler de PRISM jusqu'ici* », a-t-il ajouté.

Le dormeur doit se réveiller...

Ray Ozzie, ancien directeur technique de Microsoft et créateur de Lotus Notes, a appelé au réveil des consciences lors de la conférence de Nantucket, qui chaque année réunit entrepreneurs et investisseurs de la sphère numérique. « *J'espère que les gens vont se réveiller, vraiment se réveiller, [et comprendre] ce qui se passe dans la société, tant en ce qui concerne Big Brother que son petit frère... Nous avons obtenu ce que nous voulions, et maintenant il est temps de faire marche arrière* », a indiqué l'entrepreneur, rapporte [Boston.com](#).

De son côté, le président des États-Unis **Barack Obama** défend un programme classifié, mais bien connu et approuvé par le Congrès. Quant au directeur du Renseignement américain (DNI), **James Clapper**, il a déploré « *des divulgations inconsidérées de mesures prises par la communauté du renseignement pour maintenir la sécurité des Américains* », tout en affirmant que « *dans une course à la publication, les médias n'ont pas donné tout le contexte* », y compris la supervision de ce type de programme « *par les trois branches du gouvernement.* »

Peu après l'annonce de l'ouverture d'une enquête, un ancien agent de la CIA ayant également travaillé pour la NSA, **Edward Snowden**, 29 ans, a indiqué dimanche 9 juin être à la source des révélations sur PRISM. L'homme, qui risque la prison, a déclaré dans [un entretien](#) accordé au

Guardian, vouloir « provoquer un débat entre les citoyens du globe sur le genre de monde dans lequel nous voulons vivre. »

Voir aussi

[Le FBI fait de la surveillance temps réel une priorité](#)

[La NSA se prononce pour un Internet sous contrôle](#)